CAHIER DE CLAUSES COMMUNES PARTICULIÈRES VALANT ACTE D’ENGAGEMENT

Fourniture et aménagement d’un container atelier/poste de commande

**PROCEDURE**

**Procédure adaptée conformément aux articles R2123-1 1° et R2123-4 du code de la commande publique**

**Accord-cadre à bons de commande conformément à l’article R. 2162-2 du Code de la commande publique.**

N° 251000124

# DESIGNATION DES PARTIES AU CONTRAT

Entre l’autorité signataire du marché agissant au nom et pour le compte de l’IFREMER d’une part,

Et la société :

Forme :

Capital :

Siège social :

N° SIRET :

Représentée par :

Joindre un RIB.

Dénommé ci-après « le titulaire » dans les clauses qui suivent.

Le titulaire s’engage sans réserve à exécuter les prestations aux conditions financières ci-après définies et ce, en se conformant aux stipulations du présent CCP valant acte d’engagement et aux documents visés ci-dessous.

# OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet de réaliser, à partir d’un conteneur 20’ à fournir, l’aménagement d’un atelier de maintenance et d’un poste de commande (PC) nomade pouvant être installé sur les navires de la flotte océanographique Française ou tout autre navire d’opportunité.

Ce container devra répondre aux normes d’homologation pour le transport routier et maritime.

Le détail des prestations et de l’environnement technique sont par ailleurs définis à l’article 12 ci-dessous.

# PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont par ordre de priorité

- Le présent cahier des clauses communes particulières valant acte d’engagement (CCP), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;

- La déclaration sur l’honneur jointe en annexe et signée par le titulaire ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, JORF n° 0078 du 30 mars 2021, CCAG/FCS.

- L’offre du titulaire.

# MONTANTS

## Montant de l’accord-cadre

Le titulaire s’engage à réaliser les prestations du marché aux montants établis aux conditions économiques du mois de juin 2025.

Conformément à l’article R2162-4 du Code de la commande publique, l’accord-cadre est conclu sans montant minimum et un montant maximum.

L’Ifremer s'engage à commander les prestations objet du présent marché à hauteur des quantités minimum indiquées ci-dessous et le titulaire s'engage à pouvoir assurer l'exécution des prestations à hauteur des quantités maximums indiquées ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Poste | Prestation | Montant en € HT (si autre devise, préciser) |
| 20 | Etude + fourniture et aménagement d’un conteneur |  |
| 30 | Transport du conteneur |  |
| 40 | Meuble de rangement de la partie atelier |  |

Montant minimum du marché : Montant poste 20 : Soit …………………..(A compléter par l’entreprise)

Montant maximum du marché : Montant des postes 20 +30 +40 : Soit …………………..(A compléter par l’entreprise)

L’offre de prix est détaillée dans le devis joint au présent marché. (Décomposition de prix à remettre par le soumissionnaire).

Le règlement de la TVA sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

## Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l’exécution des prestations décrits au cahier des clauses techniques particulières.

En complément de l’article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l’exécution du marché et aux exigences du marché.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l’ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

# CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prix sont forfaitaires et fermes définitifs et comprennent toutes les charges fiscales et autres. Les prix du marché sont définitifs et fermes.

# DELAI – DUREE DU MARCHE

La durée d’exécution des prestations est fixée à 08 mois à compter de la date de notification du présent marché.

Le titulaire dispose de 06 mois à compter de la notification du marché pour assurer la livraison du matériel.

# MODALITE RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

Lorsque l’Ifremer souhaite commander, il émet des bons de commande qui sont notifiés à l’attributaire du marché.

## Notification des bons de commande

Les bons de commandes ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l’accord cadre. Leur exécution peut dépasser l’échéance de l’accord-cadre le temps nécessaire à l’exécution des prestations commandées.

## Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indique les éléments suivants :

- La raison sociale du titulaire

- Le numéro et l’objet du marché

- Le numéro SAP

- Le numéro et la date du bon de commande

- Le lieu de livraison

- L’intitulé des prestations à effectuer conformément au bordereau des prix

- Les prix unitaires prix forfaitaires conformes au bordereau de prix

- Les quantités de chaque prestation

- Le montant total du bon de commande

# DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire.

# PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le règlement du titulaire interviendra en une seule fois à la réception des prestations. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l’article 14 du CCAG/FCS.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

|  |
| --- |
| **DENOMINATION** |
| Libellé au nom de l’Ifremer |
| Adresse de facturation |
| Identification du tiers |
| N°SIRET |
| N° TVA intracommunautaire |
| N°IBAN |
| N° Facture |
| N° Commande (SAP) |
| Objet de commande (nature) |
| Objet de commande (quantité) |
| Montant total HT |
| TVA (montant, taux) |
| Référence du projet |

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné à l’article 7 est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à https://chorus-pro.gouv.fr et à [**acp.visa.depenses@ifremer.fr**](mailto:acp.visa.depenses@ifremer.fr)pour les fournisseurs étrangers.

NOM : INST FR RECHERCHE POUR LEXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE\_DOM

N° Engagement : n° SAP

# LIEUX DE LIVRAISON/D’EXECUTION

En cas de livraison, le lieu de livraison est :

IFREMER Centre de Méditerranée,

Z.P. de Brégaillon,

83507 La Seyne sur mer.

# ENVIRONNEMENT

Le titulaire du marché organisera le tri des déchets, l’évacuation ou la réutilisation des déchets produits pour la réalisation du présent marché.

L’entreprise s’engage à ce qu’aucun dépôt hors des décharges prévues à cet effet ou enfouissement d’ordures et aucun brûlage, ne serait réalisé.

# PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions sont fixées par les articles 34 à 37 du CCAG/FCS. Par dérogation à l’article 37, la cession est consentie à l'acheteur à titre exclusif.

# GARANTIE

Outre la garantie légale qui découle de l'application du code civil, la prestation est soumise par défaut à une garantie contractuelle d'une durée minimale de 12 mois à partir de la date de notification de la décision d’admission en application de l’article 33 du CCAG/FCS. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception. Si le titulaire a présenté dans son offre une garantie plus favorable, celle-ci s’applique en lieu et place de la garantie de 12 mois.

# PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

La présente mission porte sur la réalisation d’un container 20’ aménagé comprenant deux espaces. L’espace principal (atelier) est dédié principalement à la maintenance de sous-ensembles électroniques et mécaniques et au stockage de matériel. Le second espace (poste de contrôle) accueillera le poste de commande de l’AUV Ulyx composé d’une baie informatique mobile (Flight Case 12U), d’un écran 40’’ et un écran tactile 24’’.

Les présents travaux impliquent :

• La réalisation de toute étude nécessaire comprenant notamment les plans d’implantation des différents équipements spécifiés dans le présent dossier de consultation. Un dossier technique préliminaire devra être remis à l’Ifremer pour approbation avant lancement de la fabrication. Le dossier comprendra notamment les plans d’implantation (menuiseries, paillasses, électricité, air comprimé, levage…).

• La réalisation de tests lorsque cela est nécessaire (par exemple tests sur le réseau électrique, vérification des réseaux de climatisation et d’air comprimé, étanchéité des menuiseries, contrôle de peinture, test en charge du moyen de levage ...).

Toutes les implantations, dimensions et côtes indiquées dans ce présent document sont données à titre indicatif et seront susceptibles d’être modifiées par la suite après discussions avec les différents intervenants.

Les prescriptions techniques sont détaillées dans le CCTP joint à la présente consultation.

# PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D’INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'Ifremer les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;

- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;

- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;

- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption

# AVANCE

Le marché prévoit le versement d’une avance au titulaire fixé dans les conditions fixées à l’article R2191-7 du code la commande publique lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d’exécution est supérieur à deux mois

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l’avance est fixé à 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l’avance est fixé à 20 % d’une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire au titre du dernier acompte juste avant le solde du marché.

Cocher la case :

Le titulaire demande à bénéficier de l'avance.

Le titulaire ne demande pas à bénéficier de l'avance.

# DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L’article 11 complète l’article 37 du CCAG FCS

# SIGNATURE DE LA SOCIETE

Fait en un seul original

Signature

# SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU SON REPRESENTANT

Pour le Président de l’Ifremer et par délégation,

# NOTIFICATION DU MARCHE

La date de notification du présent marché est la date de réception par le titulaire du présent contrat.

# DECLARATION SUR L’HONNEUR

**Le candidat déclare sur l’honneur :**

**Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l’article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

**Lutte contre le travail illégal** :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

**Obligation d’emploi des travailleurs handicapés ou assimilés** : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code de la commande publique, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés ;

Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l’article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l’objet d’une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d’une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l’accord cadre ;

**Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement ;

**Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l’article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l’obligation de négociation prévue à l’article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

**Le candidat s’engage** à respecter et mettre en œuvre toutes les mesures liées au règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).